

ASSOCIATION CIDFF 58
40 RUE BERNARD PALISSY
58000 NEVERS

Rapports du commissaire aux comptes

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

***RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES***

ASSOCIATION CIDFF 58

40 RUE BERNARD PAILISSY

58000 NEVERS

EXERCICE 2024

1 - RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

2 - RAPPORT SPECIAL

3 - COMPTES ANNUELS

1 - RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES
ET DE LA FAMILLE DE LA NIEVRE
40 RUE BERNARD PALISSY
58000 NEVERS**

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DE LA FAMILLE DE LA NIEVRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée, ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Varennes-Vauzelles

Le 20 juin 2025



COGEP AUDIT
Représentée par Caroline CELLUCCI
Commissaire aux Comptes
Associée signataire

2 – RAPPORT SPECIAL

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES
ET DE LA FAMILLE DE LA NIEVRE
40 RUE BERNARD PALISSY
58000 NEVERS**

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

**RAPPORT SPECIAL
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Varennes-Vauzelles

Le 20 juin 2025



COGEP AUDIT

Représentée par Caroline CELLUCCI
Commissaire aux Comptes
Associée signataire

3 - COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

ASSOC. CIDFF 58

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	4 437.94	1 634.98	2 802.96	1 323.89
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15.00		15.00	15.00
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	4 452.94	1 634.98	2 817.96	1 338.89
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	85.00		85.00	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	83.08		83.08	624.38
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	220 326.10		220 326.10	238 534.64
Charges constatées d'avance	4 464.00		4 464.00	2 388.00
TOTAL (II)	224 958.18		224 958.18	241 547.02
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	229 411.12	1 634.98	227 776.14	242 885.91

BILAN PASSIF

ASSOC. CIDFF 58

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	121 343.24	85 131.02
Excédent ou déficit de l'exercice	37 198.85	36 212.22
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>158 542.09</i>	<i>121 343.24</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		259.26
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	158 542.09	121 602.50
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	41 000.00	96 274.90
TOTAL (II)	41 000.00	96 274.90
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 763.07	4 038.29
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	18 637.98	19 470.22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 833.00	1 500.00
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	28 234.05	25 008.51
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	227 776.14	242 885.91

COMPTE DE RÉSULTAT

ASSOC. CIDFF 58

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	120.00	120.00		
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	13 499.00	14 750.00	-1 251.00	-8.48
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	136 276.88	170 536.29	-34 259.41	-20.09
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortis, dépr., prov. et transf. charges				
Utilisations des fonds dédiés	96 274.90	69 100.00	27 174.90	39.33
Autres produits		0.02	-0.02	-100.00
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	246 170.78	254 506.31	-8 335.53	-3.28
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	42 196.41	30 011.78	12 184.63	40.60
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	520.00	657.35	-137.35	-20.89
Salaires et traitements	102 514.23	87 095.25	15 418.98	17.70
Charges sociales	26 101.24	20 012.65	6 088.59	30.42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 086.90	762.89	324.01	42.47
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	41 000.00	96 274.90	-55 274.90	-57.41
Autres charges	0.63	0.01	0.62	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	213 419.41	234 814.83	-21 395.42	-9.11
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	32 751.37	19 691.48	13 059.89	66.32
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	4 506.22	3 521.83	984.39	27.95
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 506.22	3 521.83	984.39	27.95
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 506.22	3 521.83	984.39	27.95
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	37 257.59	23 213.31	14 044.28	60.50

COMPTE DE RÉSULTAT

ASSOC. CIDFF 58

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	300.00	12 807.58	-12 507.58	-97.66
Sur opérations en capital	259.26	507.33	-248.07	-48.90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	559.26	13 314.91	-12 755.65	-95.80
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	559.26	13 314.91	-12 755.65	-95.80
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	618.00	316.00	302.00	95.57
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	251 236.26	271 343.05	-20 106.79	-7.41
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	214 037.41	235 130.83	-21 093.42	-8.97
EXCÉDENT OU DÉFICIT	37 198.85	36 212.22	986.63	2.72
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	14 087.68	10 374.93	3 712.75	35.79
TOTAL	14 087.68	10 374.93	3 712.75	35.79
CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	14 087.68	10 374.93	3 712.75	35.79
TOTAL	14 087.68	10 374.93	3 712.75	35.79
TOTAL	37 198.85	36 212.22	986.63	2.72

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

ASSOC. CIDFF 58

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériel de bureau	3 à 5 ans
- Mobilier	3 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

6 bénévoles ont consacré du temps au CIDFF représentant 509.50 heures en 2024